



Groupe de travail « Formation Professionnelle » 10 octobre 2008

Ce groupe de travail avait pour unique point à l'ordre du jour, un projet de document d'orientation pour la période 2009-2011.

L'article 31 du décret du 15 octobre 2007, relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie, invite les ministères à présenter les chantiers en cours et les perspectives à venir.

Dans son propos liminaire, Force Ouvrière a rappelé le contexte dans lequel nous pratiquons cet exercice. La Formation Professionnelle est un élément fondamental dans la Réforme de l'Etat en cours, et la parution de multiples rapports sur ce sujet en est la démonstration (Rapport Desforges, Dorne-Corraze déjà parus, Le Bris à paraître). Ces rapports ont comme point commun la remise en cause du Statut de la Fonction Publique en détricotant les modalités de recrutement et de formation.

Dans le même temps, la mise en place de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) ne saurait être neutre dans l'évolution de la Formation Professionnelle des agents de l'Etat.

Les réformes dans nos différentes directions démontrent bien que la Formation est au cœur de ces bouleversements et que ses besoins n'ont jamais été aussi importants.

Quant au document présenté, s'il ne se veut pas être un catalogue de mesures, ni un plan triennal tel que nous avons connu, il reflète les travaux en cours et ceux à venir dans nos deux ministères, et en particulier il reprend intégralement les conclusions du CTPM du 7 juillet 2006.

FO Finances s'est interrogée sur le périmètre de compétence de ce document, en particulier pour nos collègues de l'ex Industrie, dont les missions à l'essentiel sont au MEDDAT, et la gestion des personnels restent à Bercy. Chaque ministère ayant obligation d'élaborer son document. Auquel les agents devront-ils se référer? Le secrétaire général adjoint n'a pu clarifier ce point dans nos débats.

La délégation FO Finances est revenue sur plusieurs points du document pour connaître quelques précisions ou pour rappeler toutes les réserves, voire oppositions que nous avons sur les réflexions ministérielles.

- **Concours commun C** : après bien des atermoiements, il est ouvert. 23000 personnes se sont inscrites, dont 85% d'origine externe. Une initiative originale et que nous approuvons a été mise en place : Internet permettait de s'entraîner sur des QCM dans les conditions du concours. Près de 40 000 connexions ont été répertoriées.

Quant au bilan pour avoir une vision globale des objectifs attendus par Bercy, un délai de deux ans a été fixé. Pour FO, un point d'étape sera toutefois nécessaire dès la fin du processus de ce premier exercice.

- **Diversité sociale des recrutements**

Interrogé sur les conclusions des expériences menées par certaines directions (ex DGI, DGDDI) relative à la préparation aux concours sur des populations ciblées en milieu difficile, le Secrétaire Général adjoint a confirmé là encore, qu'il était prématuré au vu du faible volume de personnes concernées et du délai, de tirer un bilan exhaustif des expérimentations.

FO Finances est revenue sur le PACTE, pour rappeler son opposition à ce mode de recrutement, confortée en cela par les premières conclusions du rapport Dorne-Corraze.

A ce jour, bien que limités dans chaque direction, 11% des recrutements en catégorie C sont des PACTE !

- **Recrutement des handicapés**

Nous sommes dans une phase de rattrapage en la matière, vus les freins mis par les responsables de ce ministère pendant des années. Aujourd'hui, avec un taux supérieur à 4%, nous sommes encore loin de l'objectif des 6%, imposé par la loi. Si ce taux n'est pas atteint des contraintes financières lourdes sont prévues.

Cet objectif est fixé pour chaque direction, y compris la Douane, avec sa spécificité de la branche Surveillance.

Interpellé sur ce point, le Secrétaire Général Adjoint a rappelé que la Police, avec les mêmes contraintes, atteignait les 6%.

Pour FO Finances, la réalité imposera, à cette direction, pour respecter la loi, que la branche OP/CO recrute 12% de personnes handicapées !

- **Formation initiale**

Le document d'orientation reprend des sujets qui ont donné lieu précédemment à de vastes débats, dont l'introduction du stage probatoire pour les agents de catégorie A. FO Finances a de nouveau dénoncé ce point, même si on a bien voulu nous rappeler que les agents ne seraient pas pénalisés dans leur déroulement de carrière et leur traitement.

La possibilité de la suppression du rang de classement a également été évoquée, suite aux propos du Président de la République en ce début d'année (Discours des vœux à Metz). Simple dans son énoncé, sa mise en application impacte de nombreux aspects de la Formation initiale et sa mise en œuvre s'avère extrêmement complexe.

- **Formation en cours de carrière**

Force Ouvrière a demandé les premiers retours sur la création du Droit Individuel à la Formation (DIF), qui outre un article dans « Echanges », n'a pas connu une communication ministérielle très appuyée. Selon les premières remontées, il s'avère que ce nouveau droit est resté « confidentiel » et très peu utilisé par les agents. Il en est de même du bilan de compétences (ex professionnel).

- **IGPDE**

Répertorié dans le document d'orientation comme un élément important de la formation dans ce ministère, FO Finances a tenu à souligner que cet institut devait demeurer d'abord et avant tout le centre de formation des agents de l'Administration Centrale.

Le projet de document d'orientation devrait être présenté au prochain CTPM de décembre.